

Dossier - Entretien avec ALAIN LIPIETZ, DOMINIQUE MÉDA ET RÉMI BAZILLIER



De gauche à droite : Alain Lipietz, Rémi Bazillier et Dominique Méda

Alain Lipietz (AL), ingénieur de formation, économiste et homme politique, il est auteur du livre « La société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale » (1997). Il est, en 1999 rapporteur du projet de loi sur l'économie sociale et solidaire. Son dernier livre, « Green deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste », tente de montrer l'importance du travail dans le nouveau modèle de développement.

Rémi Bazillier (RB), économiste, maître de conférences à l'Université d'Orléans. Il a publié un ouvrage intitulé « Le travail, grand ou-

bli du développement durable » en 2011. Ses recherches portent sur l'impact des normes du travail sur le développement économique, le lien entre les conditions de travail et la migration, et l'analyse critique de la responsabilité sociale des entreprises.

Dominique Méda (DM) est sociologue et philosophe proche de Gorz, elle remet en cause la manière dont le travail s'est fait phagocyté par la logique économique. Elle a notamment préfacé « Idées reçues sur le travail » aux éditions Utopia.

Entretien réalisé en décembre 2012

Qu'est-ce que le travail ? le salariat ? le rapport salarié ? Pouvez-vous définir ces notions qui s'entremêlent et portent souvent à confusion ?

DM : J'accepte la définition « officielle » donnée par la comptabilité nationale : le travail est l'activité de production de biens et de services pour laquelle existe une contrepartie monétaire. Mais le travail est aussi considéré comme l'essence de l'homme (l'activité qui permet de transformer le monde et soi-même) et le pivot de la distribution des droits, des revenus et des protections dans la société salariale. Ma thèse est que le travail a été phagocyté par la logique économique et qu'il

serait souhaitable pour la cohésion de nos sociétés de réduire la place qu'il occupe dans nos vies individuelles et dans notre vie sociale tout en le redistribuant et en le civilisant, et d'augmenter ainsi la place laissée aux activités citoyennes et politiques.

AL : Je suis moins exigeant que la Comptabilité Nationale, j'y inclus le travail domestique. Il y a le travail-emploi, et le travail en-dehors du salariat. La victoire du capitalisme réside dans le fait d'avoir réussi à imposer l'hégémonie totale du travail salarié, devenu ce qui définit la place dans la société : un revenu pour vivre, se réaliser, être reconnu. Le travail-emploi tend à dégrader ces trois fonctions du travail. Selon

DOSSIER - Porter l'émancipation du monde du travail

Gorz, il y avait d'une part le travail salarié aliéné et d'autre part l'autonome. Marx devinait lui dans le travail salarié un long processus de dépossession, d'aliénation, qui irait jusqu'au taylorisme du 20ème siècle. Mais même dans ce processus d'aliénation, l'idée de ce que serait un travail « authentiquement humain », non-aliénant, reste source de révolte. Jusque dans les métiers les plus durs (comme dans « Le quai de Ouistreham »¹), on garde, tout en s'y aliénant, ces aspirations aux trois fonctions du travail, et on est prêt à se révolter pour un travail plus « digne ». Marx voyait aussi le salariat comme une forme de subordination collective permettant aux salariés de s'organiser. C'est pourquoi Castel reste pour le maintien d'un salariat.

RB : Je suis d'accord pour élargir la notion de travail. Nous passons en moyenne autant de temps dans du travail rémunéré que dans du travail non-rémunéré, trop longtemps ignoré des économistes. Le travail non rémunéré est très inégalement distribué dans la société. Le salariat est une forme parmi d'autres de travail rémunéré. Il peut être source d'aliénation, mais il est également créateur de droits et de protection. C'est cette ambivalence qui pose question à la Gauche, dans son rapport au travail et son combat pour une société du temps libéré. Cette ambivalence est renforcée par le rapport Bruntland, qui définit en 1987 le concept de Développement Durable, et qui cite le travail comme un « besoin essentiel ».

Nous vivons l'effondrement du système aux facettes multiples : exploitation des ressources naturelles, précarité dans le travail, temps partiel subi, baisse de la part de la valeur ajoutée revenant aux salariés, recherche effrénée de la productivité et baisse globale des coûts de production. Vivons-nous une crise du travail ?

DM : Oui, nous vivons une double crise, de l'emploi et du travail. Pour une partie des gens, le travail a perdu de son sens mais cela est impossible à formuler tant son absence fait souffrir, tant il est devenu la norme et tant nous avons oublié ce que pourraient être les « belles activités autonomes » dont Gorz souhaitait le développement. De nombreux éléments font obstacle au travail « besoin vital » de Marx : la division du travail, la logique du profit, la subordination... Nous ne devons pas oublier que pour Marx le travail n'était une valeur qu'en soi, c'est-à-dire après sa désaliénation et l'abolition du salariat... Une partie du mouvement socialiste a oublié cette condition, même si le salariat constitue aujourd'hui une conquête essentielle.

AL : 98% des personnes reconnaissent la crise financière, seules 10% disent qu'il y a crise du salariat, crise de la répartition des richesses, dans ces 10%, seuls quelques uns se préoccupent d'écologie et quelques-uns parmi eux du travail. Dommage ! Car s'il n'y a pas de crise généralisée du travail, il y a une crise du modèle d'organisation du travail en France, du taylorisme, qui s'étend ces 30 dernières années à de nouvelles branches d'activité, alors que disparaissent les « compensations » des années 1950-1980 telles que la progression des salaires ou des carrières, surtout dans les services publics. Cette crise explique en partie la perte actuelle de la compétitivité française. Il n'y a plus de place pour un modèle tayloriste en France. Si on est taylorien, on va en Roumanie ou en Chine où les salaires sont moindres, et si on recherche plus de qualification, on se tourne vers la Scandinavie ou l'Allemagne.

RB : La Gauche a fondé son combat sur la conquête de nouveaux droits et protections pour les travailleurs, compatible avec une organisation fordiste de la production aujourd'hui disparue. La crise du travail provient également d'une répartition de plus en plus

1 Florence Aubenas, Le quai de Ouistreham, Ed de l'Olivier, 2010

inégalitaire des gains de productivité, qui a précipité la crise économique. La mondialisation a affaibli le pouvoir de négociation des salariés. Il faut donc inventer de nouveaux mécanismes de rééquilibrage et prendre en compte les aspirations individuelles profondément modifiées. Le fait que les individus ne souhaitent plus forcément une carrière rectiligne ne doit pas être un prétexte pour renforcer la précarité et les emplois à bas salaires. Dans un contexte de forte polarisation du marché du travail, ce que la Gauche doit défendre, c'est d'élargir l'accès aux lovely jobs pour reprendre la terminologie de Goos et Manning. Les institutions sur le marché du travail sont une incitation à créer plus d'emplois de qualité. La productivité ne doit pas être vue comme le mal absolu. C'est en améliorant cette dernière qu'on peut durablement augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail. Mais il faut veiller à ce que cela ne crée pas de pénibilités nouvelles.

Quel nouveau modèle de protection des travailleurs tant à l'échelle internationale que européenne ? Comment relocaliser les industries dans ces conditions tout en allant vers un mieux-disant social et environnemental ?

DM : Au début de la crise, il a été vraiment envisagé de résoudre de façon conjointe les deux crises, écologique et du travail, ou plus généralement sociale. On a vu apparaître des plans verts et des alliances existaient entre mouvement écologique et mouvement social. Mais très rapidement cette parenthèse s'est refermée et aujourd'hui il y a clairement une contradiction, dans les têtes, entre résolution de la crise écologique et de la crise sociale : ce sont les stratégies de court terme

et en apparence « de l'emploi avant tout » qui prévalent. Au niveau européen, les dispositifs de sécurisation de l'emploi et les stratégies d'anticipation de la reconversion écologique sont si peu développées qu'elles rendent tout traitement conjoint de ces crises horriblement difficile. La solution serait de mettre en œuvre des normes sociales et environnementales internationales ou au moins européennes. L'OIT devrait jouer un rôle au moins aussi important que le BIT, ce qui n'est absolument pas le cas aujourd'hui.

AL : En 2008, on a eu effectivement envie de répondre aux deux crises (capital-travail et humanité-nature) en même temps. On avait encore la crise alimentaire de 2007 à l'esprit, et on préparait Copenhague. Car contrairement au keynésianisme et au fordisme, qui ont redonné du pouvoir d'achat aux sala-

riés pour qu'ils s'achètent une voiture Ford, il faut dans la crise actuelle accroître la part des richesses versées aux salariés pour qu'ils réduisent leur empreinte écologique. Obama savait ça, DSK disait ça au FMI, Sarkozy aussi, mais personne n'a voulu « commencer », et du coup nous restons coincés dans la crise du libéral-productivisme. Il faudrait en fait des conventions internationales sur le travail et sur l'environnement, qui seraient l'équivalent des grandes lois rooseveltiennes. Mais même au niveau européen, Maastricht et Nice qui organisaient la libre-circulation des marchandises et capitaux, puis le Non au TCE, en refusant la prise de décision politique plus fédérale, ont rendu cela impossible. On ne sortira de cette crise-ci qu'en dépassant l'Etat-Nation. Second obstacle, la crispation apparente du syndicalisme. Toute transition est pénible. Selon certains, elle aboutirait à remplacer les grandes entreprises par une nuée de petites

« C'est en améliorant la production que l'on peut durablement augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail »

DOSSIER - Porter l'émancipation du monde du travail

et moyennes. Or les grandes entreprises sont le bastion du syndicalisme. Je crois que cette crainte est exagérée, et que surtout le syndicalisme doit viser une réorganisation sur base territoriale

RB : Les plans de relance ont été une formidable occasion manquée d'utiliser ces investissements pour réorganiser les modes de production. En 2008, le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement appelait à un New Deal vert, considérant que 25% des plans de relance consacrés à des investissements verts seraient suffisants pour enclencher la transition écologique. Seuls la Corée du Sud et la Chine ont atteint cet objectif. En France, nous étions à moins de 18%. Le non-respect des normes fondamentales du travail reconnues par l'OIT doit pouvoir être invoqué à l'OMC pour justifier de mesures protectionnistes. La mise en place « d'écluses sociales et environnementales » visant à faire payer aux frontières le coût lié aux politiques environnementales et à la protection des travailleurs est importante, mais pas suffisante. Beaucoup de pays en développement sont piégés dans un modèle de développement fondé sur l'épuisement de leurs ressources naturelles et sur l'exploitation de leurs travailleurs. Les normes du travail doivent être assimilées à un Bien public mondial, nous devons assumer notre part en contribuant au financement de ces normes.

Quelle place pour la réduction du temps de travail dans le dépassement du système ? Est-ce une condition du dépassement ?

AL : Historiquement, plus le travail est intensif en intrants (plus il « pèse » sur la nature), plus il est économe en travail. Au contraire, une organisation du travail qui réduit l'emprunte écologique aura besoin de plus de travail. La Confédération européenne des syndicats évalue que, si on réduit les transports individuels en investissant dans les transports en

commun, alors la perte de production dans les véhicules individuels est compensée par la création de millions d'emplois dans les transports en communs. Pareil pour l'isolation des logements. Mais cela implique de s'accorder un décalage temporel entre investissements et économies d'énergie, et donc emprunter massivement. Le TSCG interdit donc toute transition écologique. Mais la transition verte ne permettrait pas de résoudre à elle-seule la crise de l'emploi. Il faut donc développer aussi l'économie sociale et solidaire et réduire le temps de travail pour faire reculer le chômage. Mais l'expérience des lois Aubry ne fut pas entièrement satisfaisante : avec l'annualisation, les travailleurs travaillent tout le temps et à toute vitesse, et les congés sont imposés par l'employeur. Les Hollandais ont mis en place des chambres prud'homales pour choisir son temps libre. On peut ainsi opposer à son patron ses dates de départ en vacances. Aujourd'hui hélas, le plus sûr des temps libérés reste le départ à la retraite. Malheureusement, dans la plupart des cas, un couple n'est pas libre de prendre sa retraite en même temps, ou il perd beaucoup du fait de la « décote » qui aggrave plus que proportionnellement la perte de revenu. Alors qu'au contraire il faudrait une prime pour qui cède, avant l'heure, sa place à un jeune chômeur !

RB : Dépasser le système, c'est d'abord modifier les modes de consommation et de production. Une nouvelle révolution industrielle sera nécessaire. La responsabilité des politiques et les résistances sont lourdes. Les pauvres sont les premiers touchés par la hausse du prix de l'énergie mais ne peuvent investir pour changer leurs modes de consommation et sont condamnés à subir. Les syndicats sont confrontés à de profonds dilemmes. La transition verte est certes créatrice d'emplois mais elle conduit à court-terme à en détruire. Et les emplois créés sont globalement plus qualifiés que les emplois détruits. La politique environnementale est indissociable de la politique

sociale, de l'éducation et de la formation. C'est ce que les syndicats appellent la « transition juste ». La réduction du temps de travail permet de sortir du dilemme productivité/épuiement des ressources. L'explosion de la productivité au 20e siècle s'est accompagnée d'une explosion de la production, ce n'est pas soutenable. Si ce mouvement s'est accompagné d'une baisse de la durée du travail tout au long de la vie, il n'est pas achevé. Une productivité respectueuse des salariés et de l'environnement doit s'accompagner d'une amélioration des conditions de travail (cadre réglementaire et institutionnel fort), une hausse des salaires (renforcement du pouvoir de négociation des salariés) et une baisse du temps de travail (perpétuel mouvement de ré-organisation de la production) pour casser le lien entre productivité et production.

Pour paraphraser Gorz, entre socialisme et barbarie, si nous sommes déjà dans la barbarie, la voie du socialisme reste à trouver. Celle-ci réside-t-elle dans la remise en cause de la centralité du travail comme valeur sociale et économique ?

DM : Je crois que la remise en cause de la centralité du travail ne peut pas constituer un slogan fédérateur, pas plus que le discours de la sobriété volontaire. Je crois à une alliance entre syndicats, travailleurs et consommateurs pour une société où le travail prendrait moins de place, aurait plus de sens et viserait non pas à la maximisation de la production et des gains de productivité mais, comme nous le défendons avec Jean Gadrey ou Florence Jany-Catrice au sein du Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse (FAIR) à la maximisation de l'utilité sociale et à des gains du durabilité et de qualité.

AL : Il y a une aspiration générale à un travail plus qualifié et « responsable », vis-à-vis des autres et de la nature. Que ce soit dans la rénovation urbaine, les services de l'économie

sociale et solidaire, la conduite des transports en commun, l'agriculture bio, etc., le modèle pour lequel nous plaçons implique un travail plus qualifié, sous le contrôle direct non pas du patron, mais de l'utilisateur-client. Mais ce n'est pas parce que cette solution paraît « bonne » à tous points de vue qu'elle va l'emporter ! Hitlérisme et Rooseveltisme gagnent en Allemagne et aux USA en 1932, mais en 1939 les pays de l'Est et du Sud de l'Europe sont tous fascistes. Il est beaucoup plus facile de convaincre d'haïr les autres que de les aimer, de coopérer. Il faut donc construire la démarche de manière festive, conviviale pour impliquer les gens. Et ne pas mentir : les retournements de notre gouvernement commun empêchent investissements et vision de long terme.

RB : Si le travail est « plus productif » pour reprendre l'affreuse terminologie des économistes, alors il doit également être de meilleure qualité. Revenir sur la centralité du travail comme valeur sociale et économique, cela nécessite de redéfinir la notion de productivité. A court-terme, je suis pour un keynésianisme vert pour que la nécessaire relance permette de financer les grands investissements écologiques. A plus long terme, il faut sortir de la logique actuelle de l'entreprise fondée sur la toute puissance des actionnaires. Les coopératives de production induisent un bouleversement du rapport au travail, porteur de mutations plus profondes. Toute l'organisation productive et les incitations fournies par les pouvoirs publics doivent encourager l'émergence de nouvelles habitudes de consommation. Cette responsabilité individuelle ne peut se limiter à cela. Le développement des usages collaboratifs, l'échange de produits ou de services, tout ce qui concourt à la réduction du gaspillage et à un rapport nouveau à la propriété vont dans le bon sens.